

## LE *ṢĀḤIB AL-AḤKĀM* À L'ÉPOQUE ALMORAVIDE<sup>(\*)</sup>

Rachid EL HOUR  
Universidad de Salamanca

BIBLID [1133-8571] 8-9 (2000-2001) 49-64

**Resumen:** Este artículo estudia dos puntos esenciales. Por un lado, analiza las diversas definiciones que se dieron al cargo de *ṣāḥib al-aḥkām* en al-Andalus. Por otro, subraya las características de esta institución, su aportación a la administración judicial andalusí y la evolución de ésta en época almorávide.

**Palabras claves:** al-Andalus. Almorávides. Instituciones judiciales. *ṣāḥib al-aḥkām*. Poder político.

**Abstract:** This article focuses on two essential points. On the one hand, it analyses the different definitions given to the post of *ṣāḥib al-aḥkām* in al-Andalus. On the other hand, it underlines the characteristics of this institution, its contribution to the andalusi judicial administration and its evolution in the Almoravid period.

**Key words:** al-Andalus. Almoravids. Judicial Institutions. *ṣāḥib al-aḥkām*. Political Power.

Notre objectif est de déterminer les mécanismes de cette institution durant l'époque almoravide et sa place dans le développement de l'administration judiciaire en al-Andalus. On veut souligner que notre travail se basera, d'une part,

---

(\*) [El sistema de transcripción empleado es: ', b, t, ṭ, ġ, ḥ, ḫ, d, ḏ, r, z, s, š, ṣ, ḍ, ṭ, ṣ, ', ġ, f, q, k, l, m, n, h, w, y; con asimilación solar y *alif maqṣūra* à]

sur les sources biographiques andalusiennes, et d'autre part, sur des nouveaux documents publiés récemment<sup>(1)</sup>. Ces derniers sont des lettres de nominations des *aṣḥāb al-aḥkām* à l'époque almoravide et d'autres adressées à ce responsable judiciaire pour lui reprocher ses actes irréguliers.

### Le *ṣāhib al-aḥkām*

La question des institutions judiciaires dans le monde musulman a été analysée par divers historiens du droit musulman, soit en Orient soit en Occident musulman. Il est vrai que ce sujet avait eu une importance spéciale. Pourtant il reste, jusqu'à maintenant, beaucoup d'aspects qui exigent une étude spécifique, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une question aussi importante que celle du *ṣāhib al-aḥkām* en Occident musulman.

On a quelques références qui font allusion à cet aspect. Citons, par exemple, le travail d'E. Tyan<sup>(2)</sup>, celui d'E. Lévi-Provençal<sup>(3)</sup>, Gaudefroy-Demombynes et Platanov<sup>(4)</sup>. Bosch Vilá<sup>(5)</sup>, à son tour, a réalisé un travail de grande importance sur l'histoire de l'administration d'al-Andalus, non seulement du point de vue judiciaire mais aussi financier et militaire. A cet égard, il faut également citer l'étude de P. Chalmeta sur le *muḥtasib*<sup>(6)</sup> en al-Andalus.

Il faut reconnaître, bien sûr, qu'il y a beaucoup d'études sérieuses sur d'autres charges judiciaires, comme celles de *qādī*<sup>(7)</sup>, *muftī*, *mušāwar* (jurisconsulte)<sup>(8)</sup>,

(1) Voir H. Qārra, *Rasā'il andalusīyya ḡadīda* ('Aṣr al-murābiṭīn). Šafšāwin, 1994.

(2) *L'histoire de l'organisation judiciaire en pays d'Islam*, Paris, 1938, 2 vols.

(3) *L'Espagne musulmane au X<sup>ème</sup> siècle: Institutions et vie sociale*, Paris, 1932.

(4) M. Gaudefroy-Demombynes et Platanov, *Le monde musulman et byzantin jusqu'au Croisades*, dans *Histoire du monde*, de E. Cavaignac, vol. VII, (Paris 1931); "Notes sur l'histoire de l'organisation judiciaire en pays d'Islam", *Revue des Études Islamiques* (1939), pp. 109-146.

(5) "The administrative history of al-Andalus: An approach", *Regierung und Verwaltung des Vorderen Orients in Islamischer Zeit*, teil 2, Leyde, 1988, pp. 73-141.

(6) *El "señor del zoco" en España: edades media y moderna (contribución al estudio de la historia del mercado)*, Madrid, 1973; "La Ḥisba en Ifrīqiya et al-Andalus: étude comparative", *Les Cahiers de Tunisie*, 69-79 (1970), pp. 87-105; "El kitāb fī adab al-ḥisba: libro del buen gobierno del zoco de al-Saqatī", *Al-Andalus*, XXXI (1967), pp. 359-397.

(7) A. Carmona González, "La correspondencia entre los cadīs en el *Muntajab al-aḥkām* de Ibn Abī Zamanīn", *Actas del XII Congreso de la U.E.A.I.* (Málaga, 1984), Madrid, 1986, pp. 47-62; "La figura del cadī en los textos jurídicos malikīes", *Actas del II Congreso de las Tres Culturas (Toledo 3-6 octubre 1983)*, Tolède 1985, pp. 89-96.

(8) Voir J. Martos Quesada, *Los muftīs andalusīs (92-898/711-1492): contribución al estudio de las instituciones jurídicas en al-Andalus*, thèse du Doctorat inédite, Grenade, 1985; notre thèse de Doctorat inédite, *La organización jurídica de los almorávides en al-Andalus*, U.A.M. 1996.

*ṣāḥib al-madīna*, *ṣāḥib aš-šurṭa*, *ṣāḥib ar-radd*, *ṣāḥib al-mazālim*<sup>(9)</sup>, etc. Ici, nous ne ferons pas référence aux études sur le droit musulman, mais nous allons essayer de nous concentrer sur l'institution en question, celle du *ṣāḥib al-aḥkām* en al-Andalus.

### Le *ṣāḥib al-aḥkām* en al-Andalus

En al-Andalus, "le terme de *ḥākim* a pris un sens particulier et a servi à désigner un organisme judiciaire distinct"<sup>(10)</sup>. Notre intérêt est de situer ce terme dans son contexte judiciaire et non littéraire. Selon Dozy<sup>(11)</sup>, ce magistrat est "l'officier chargé de surveiller l'administration judiciaire et de faire exécuter les sentences prononcées par les cadis". Divers historiens disent la même chose. Par exemple, Bosch Vilá affirme qu'aussi bien le grand cadi que celui qui prenait en charge une circonscription étendue avaient des juges situés au-dessous d'eux selon la hiérarchie qui caractérisait l'administration judiciaire à cette époque (émirat et califat). Ces derniers portaient le nom de *ḥākim* ou *ṣāḥib al-aḥkām* et étaient les exécuteurs des mesures judiciaires. Ils étaient des juges secondaires ou magistrats chargés de l'accomplissement des sentences et dispositions du cadi<sup>(12)</sup>. Pour sa part, J. Martos Quesada<sup>(13)</sup> définit le *ṣāḥib al-aḥkām* comme un auxiliaire du cadi pour exécuter ses sentences. En principe, selon l'auteur, c'est un subalterne qui aide le cadi dans les tâches administratives et ce n'est que plus tard qu'il deviendra la figure clé pour le fonctionnement de l'appareil judiciaire.

(9) Voir en particulier les travaux du M. 'A. Ḥallāf, particulièrement "Al-Qaḍā' fī Qurtuba al-islāmiyya, al-qarn al-ḥāmis / al-ḥādī 'ašar al-mīlādī", *Al-Manāhil*, 31 (1984), pp. 310-367; *Qurtuba al-islāmiyya fī l-qarn al-ḥādī 'ašar al-mīlādī / al-ḥāmis al-ḥiḡrī. al-Ḥayāt al-iqtisādiyya wa-l-iḡtimā'iyya*, Tūnis, 1984; "Ṣāḥib al-madīna fī l-Andalus", *Maḡallat Ma'had al-Tarbiya li-l-Mu'allimīn*, 1 (1979), pp. 53-61; "Ṣāḥib aš-šurṭa fī l-Andalus", *Awraq*, 3 (1980), pp. 72-83; *Talāt waṭā'iq fī muḥārabat al-ahwā' wa-l-bida' fī l-Andalus*, Le Caire, 1981; *Ta'riḡ al-qaḍā' bi-l-Andalus min al-fath al-Islāmī ilā l-qarn al-ḥāmis al-ḥiḡrī*, Le Caire, 1992; *Waṭā'iq fī aḥkām al-qaḍā' al-ḡinā' fī l-Andalus, mustaḥraḡa min maḥtūṭ al-Aḥkām al-Kubrā li-l-qāḍī Abī l-Aṣbaḡ 'Isā b. Sahl*, Le Caire, 1980; *Waṭā'iq fī šu'ūn al-'umrān fī l-Andalus, al-masāḡid wa-d-dūr*, Le Caire, 1983; *Waṭā'iq fī t-tibb al-islāmī wa-waṣīfatu-hu fī mu'āwanat al-qaḍā' fī l-Andalus, mustaḥraḡa min maḥtūṭ al-Aḥkām al-Kubrā li-l-qāḍī Abī l-Aṣbaḡ 'Isā b. Sahl*, Le Caire 1982; *Waṭā'iq qaḍā' ahl al-ḡimma fī l-Andalus, mustaḥraḡa min maḥtūṭ al-Aḥkām al-Kubrā li-l-qāḍī Abī l-Aṣbaḡ 'Isā b. Sahl*, Le Caire, 1980.

(10) E. Tyan, *op.cit.*, p. 347.

(11) *Suppléments aux dictionnaires arabes*, Leyde-Paris, 1927: *ḥākim*, sub. voc.

(12) Voir J. Bosch Vilá, *op.cit.*, p. 121.

(13) *Los mufties.... Index*.

On ne sait pas jusqu'à quel point ce responsable avait eu comme attribution l'exécution des ordres des juges (sentences) car les cas qu'on va présenter n'ont rien à avoir avec cette définition. Tyan<sup>(14)</sup> avait déjà attiré l'attention sur ce problème et disait: "Une autre erreur a été commise par de Slane qui a été suivi par Dozy". L'auteur faisait référence à la définition qu'on a souligné plus haut. Dozy et de Slane ajoutent que le *ḥākim* "remplissait aussi les fonctions du *muzakki*"<sup>(15)</sup>. Dans quelle mesure peut-on être d'accord avec E. Tyan lorsqu'il dit: "Le terme *ḥākim* désigne, d'une façon générale, toute personne investie par l'autorité supérieure du pouvoir de juridiction"<sup>(16)</sup>. On peut affirmer qu'il s'agissait d'une personne désignée par une autorité supérieure, mais pas forcément du pouvoir de juridiction, ou lorsque Tyan dit: "Il est institué par le cadi d'un grand ressort pour connaître des litiges de faible valeur"<sup>(17)</sup>, car nos documents peuvent nous offrir l'idée que le pouvoir politique peut aussi désigner les responsables de cette magistrature. D'autre part, on n'est pas d'accord avec Tyan lorsqu'il affirme: "Aussi, souvent, les juristes emploient-ils le terme *ḥākim* pour désigner le juge ordinaire ou *kādi*", car nous nous demanderions, dans ce cas, pourquoi le *ḥākim* n'a pas porté le nom de *qādī l-aḥkām*. Al-Maqqarī<sup>(18)</sup> nous confirme cette hypothèse: "Seuls les responsables de l'établissement de la loi islamique d'une grande ville (*madīna ḡalīla*) peuvent porter le nom de cadi".

Sans doute, la charge de *ṣāhib al-aḥkām* avait eu une importance moindre que celle de cadi. Al-Maqqarī identifie ce magistrat sous le nom *musaddid*, lorsqu'il s'agit de la juridiction d'une petite ville (*ṣagīra*). Selon Lévi-Provençal<sup>(19)</sup> "Le cadi, s'il semble n'avoir pas eu de suppléants en titre, avait tout au moins des auxiliaires: les affaires courantes qui sont du ressort du cadi étaient tranchées par ses adjoints, ou *ḥākim*"; de plus il affirme que "c'est un type du cadi auxiliaire qui exerçait la justice dans des endroits petits ou écartés"<sup>(20)</sup>. M. Gaudefroy-

---

(14) *Op.cit.*, p. 346.

(15) Selon E. Tyan, *op.cit.*

(16) *Ibidem*.

(17) *Ibidem*.

(18) *Nafḥ at-ṭīb min ḡuṣn al-Andalus ar-raṭīb*, éd. I. 'Abbās, Beyrouth, 1968, I, p. 216; voir aussi *Annalectes sur l'histoire et la littérature des arabes de l'Espagne*. Pub. par R. Dozy, L. Krehl, W. Wright et G. Dugat, Amsterdam, 1967, I, p. 134.

(19) *L'Espagne musulmane*, p. 83.

(20) *Ibidem*. p. 74.

Demombynes<sup>(21)</sup>, à son tour, affirme: "Le cadi se donnait à son tour des suppléants (*ḥākim*, plur. *ḥukkām*) dans ses diverses fonctions". Ces affirmations semblent un peu exagérées car il y avait des fonctions que le *ṣāḥib al-aḥkām* n'avait pas le droit de toucher, particulièrement dans les cas de crime.

Généralement, la charge de *ṣāḥib al-aḥkām* se caractérisait par sa dépendance du cadi en ce qui concerne ses tâches, mais on ne sait pas jusqu'à quel point il prenait en charge l'exécution des sentences du cadi, au moins à l'époque almoravide. Ibn 'Abdūn affirme que le *ḥākim* dictait des sentences, des ordres justes et équitables, sans crainte, par considération pour Dieu, du reproche des médisants. L'activité essentielle de ce magistrat doit se constituer sur la réconciliation des deux parties. On a rien trouvé sur ce que Bosch Vilá lui attribue. Ce dernier affirme que le juge secondaire avait dû acquérir une juridiction supérieure; il exerçait son autorité dans les procès criminels et imposait des châtiments et amendes, sans aucune intervention de la part du cadi. Au contraire, celui-là, selon l'auteur, lui offrait la liberté absolue de faire la justice dans ce secteur<sup>(22)</sup>. La fonction du *ḥākim* se limitait à des aires plus petites que celles du cadi. Il faut souligner que le *ṣāḥib al-aḥkām* n'avait pas les mêmes attributions que le cadi, c'est pour cette raison qu'il ne portait pas le nom de *qādī l-aḥkām*, parce que le mot cadi suppose que le responsable de cette charge avait le droit de juger, d'une manière indépendante, d'autres charges ou responsables. Ibn 'Abdūn affirme que le *ṣāḥib al-aḥkām* devait se présenter chaque jour devant le cadi, d'une part pour lui demander son avis sur les affaires importantes et, d'autre part, le propre cadi devait le contrôler et étudier aussi bien ses sentences que la manière avec laquelle il exerçait sa charge<sup>(23)</sup>.

Nous pensons que le *status* de *ṣāḥib al-aḥkām* est assez clair et qu'il n'est pas besoin d'insister sur le fait qu'il dépendait, en ce qui concerne ses sentences, de la personne qui l'avait nommé, le cadi dans ce cas. Ibn 'Abdūn parle de ces responsables ainsi que ses aides (*a'wān* en espagnol: *alguaciles*), et souligne les conditions indispensables pour prendre en charge cette magistrature: il faut être une bonne personne, et de bonnes moeurs, riche, savant, expert dans les procédés

(21) *Les institutions musulmanes*, Paris, 1946, p. 154.

(22) J. Bosch Vilá, *op.cit.*, p. 122.

(23) Ibn 'Abdūn, *Talāt rasā'il andalusīyya fī ādāb al-ḥisba wa-l-muḥtasib*, éd. E. Lévi-Provençal, Le Caire, 1955, p. 11, trad. esp. (E. Gracia Gomez et E. Lévi-Provençal, *Sevilla a comienzos del siglo XII. El Tratado de Ibn 'Abdūn*, Madrid, 1948, p. 62.

judiciaires, intègre, incorruptible, impartial<sup>(24)</sup>. Dans une autre référence, Ibn 'Abdūn recommande, en principe, au cadi de ne pas se substituer aux vicaires, "à moins, ajoute-t-il, qu'il n'institue un *ḥākim* de bonne moralité, ne se trouvant pas dans le besoin, affecté spécialement aux litiges courants et de faible valeur, intéressant les simples particuliers, à l'exclusion des questions de propriété, des biens des mineurs (*aytām*) et des affaires relatives au sultan et aux agents de l'État"<sup>(25)</sup>. Le *ṣāhib al-aḥkām*, comme le cadi avait ses propres *a'wān*, dont le nombre devait être limité entre sept et dix, particulièrement dans une grande ville comme Séville, où il y avait beaucoup de conflits<sup>(26)</sup>. Ibn 'Abdūn utilise un discours très dur lorsque qu'il parle de ces gens, et souligne que le cadi, le *ḥākim* et le *muḥtasib* ("almotacén" en espagnol) devaient faire très attention à ne pas employer comme *'awn* celui qui pouvait être colérique, ivre, violent, bavard, etc.<sup>(27)</sup>.

Le *ṣāhib al-aḥkām*, de même que le cadi, devait consulter les *fuqahā'* avant de prendre ses décisions judiciaires. Cela veut dire qu'il avait un *consilium* de moindre importance que celui du cadi<sup>(28)</sup>. Malheureusement, on ne peut pas déterminer les mécanismes de ce *maḡlis aš-šūrā* du *ṣāhib al-aḥkām* du fait de l'insuffisance de références<sup>(29)</sup>. Cependant il est difficile d'affirmer que ce *consilium* avait la même importance que celle du conseil du cadi. Le *ṣāhib al-aḥkām*, selon Ibn 'Abdūn, ne devait pas juger dans sa maison, mais dans la grande mosquée, de même que le cadi. De plus, ce magistrat devait avoir un salaire du trésor de l'État qui lui permettrait de gouverner, parce que ses fonctions devaient lui prendre tout son temps, ce qui l'obligeait à abandonner un gagne-pain et le temps nécessaire pour gérer ses affaires personnelles<sup>(30)</sup>.

Nous nous limiterons à penser que le *ṣāhib al-aḥkām* pouvait uniquement émettre des sentences, comme nous le verrons par la suite, avec la permission de

---

(24) Voir Ibn 'Abdūn, *op.cit.*, p. 58.

(25) Voir E. Tyan, *op.cit.*, p. 347; Ibn 'Abdūn, *Journal Asiatique*, 1934, p. 199.

(26) Ibn 'Abdūn, trad. p. 59.

(27) *Ibidem*, p. 60.

(28) Voir les documents en question.

(29) On n'est pas sûre de ce que le *maḡlis aš-šūrā* du *ṣāhib al-aḥkām* avait les mêmes caractéristiques que celui du *qādī*, mais nous tendons à penser que les deux *maḡlis* se différenciaient en ce qui concerne le type de magistrature: le cadi et le *ṣāhib al-aḥkām*. Sur la *šūrā* voir M. Marín, "*Šūrā* et *ahl al-šūrā* dans al-Andalus", *Studia Islamica*, 61-62 (1985), pp. 25-51.

(30) Ibn 'Abdūn, p. 59.

la personne qu'il avait nommée pour exercer cette charge. De plus, comme on l'a déjà signalé, le *ṣāḥib al-aḥkām* ne pouvait jamais juger dans les cas de crimes. Bosch Vilá dit finalement que la dénomination de *ṣāḥib al-aḥkām* avait dû être plus commune après l'époque du califat, malgré l'insuffisance de données pour confirmer cette hypothèse<sup>(31)</sup>.

Ces références, en majorité, sont des hypothèses. Prêtons attention à ce que dit l'historien espagnol. Bosch Vilá<sup>(32)</sup> affirme que les Almoravides, berbères, originaires du Sahara, n'étaient pas capables d'introduire des réformes dans l'administration judiciaire. De plus ils étaient mālikites stricts et ne prétendaient pas réformer le système judiciaire de cette école. Généralement nous sommes d'accord avec cette appréciation, mais il est indubitable que durant l'époque almoravide des petits changements furent introduits en al-Andalus, tels que la charge du *ṣāḥib al-manākiḥ*, le *qādī quḍāt aš-šarq*, et les changements qui peuvent avoir eu lieu dans l'appareil de la *šūrā*, et d'autres concernant aussi la charge du *ṣāḥib al-aḥkām*.

### Le *ṣāḥib al-aḥkām* à l'époque almoravide

En premier lieu, notre attention est attirée par le nombre abondant d'*aṣḥāb al-aḥkām* durant cette époque. Nous avons quelques documents almoravides publiés qui peuvent éclaircir aussi bien le rôle joué par le *ṣāḥib al-aḥkām* que les mécanismes de sa charge.

La règle générale était que le *ṣāḥib al-aḥkām* fût nommé par le propre cadi. Cependant nos documents peuvent assurer que le pouvoir politique, à son tour, pouvait intervenir dans la nomination de ces magistrats. D'une part, on trouve que les auteurs de ces documents étaient des secrétaires de l'État almoravide: al-Faṭḥ b. Ḥāqān (m. 529/1134-1135)<sup>(33)</sup>, Abū Marwān b. Abī l-Ḥiṣāl (m. 540/1145-1146)<sup>(34)</sup> et Abū l-Qāsim b. al-Ġadd (m. 515/1121-1122)<sup>(35)</sup>. Tous les trois

(31) *Ibidem*, p. 122.

(32) *Op.cit.*, p. 127.

(33) Al-Maqqarī, *Nafḥ at-tīb*, VII, 29-30; Ibn al-Ḥaṭīb, *Al-Iḥāṭa fī aḥbār Ġarnāṭa*, éd. M. 'A 'Inān, Le Caire, 1973-77, II, 248-249.

(34) Voir al-Marrākuṣī, *Al-Mu'ḡib fī talḥīṣ aḥbār al-Maġrib*, éd. Mamdūḥ Ḥiqqī, Ad-Dār al-Bayḍā', [s.a], pp. 255, 259-60.

(35) Ibn Sa'īd, *al-Mu'ḡrib fī ḥulā l-Maġrib*, éd. Š. Dayf, Le Caire, 1955, I, p. 341; Ibn Baškuwāl, *Kitāb as-Sila*, éd. 'I. al-'Aṭṭār, Le Caire, 1955, 516; Ibn Bassām, *ad-Daḥīra fī mahāsin ahl al-Ġazīra*, éd. I. 'Abbās, Beyrouth, 1979, II/2, p. 985.

exerçaient leur travail à Marrakech, capitale almoravide, et précisément durant l'époque de 'Alī b. Yūsuf b. Tāšufīn (m. 537/1143). Cela veut dire qu'ils étaient fonctionnaires de la chancellerie de l'État, et tous les documents devaient venir du pouvoir politique et non judiciaire. D'autre part, à cette époque, de même qu'aux époques précédentes, il existait la charge de secrétaire des juges, qui prenaient sous sa responsabilité la rédaction aussi bien des actes que d'autres documents, dont l'autorité était représentée par le *cadi*.

D'autres documents, comme c'est le cas des deux actes de nomination<sup>(36)</sup> des *aṣḥāb al-aḥkām* en al-Andalus, offrent une troisième possibilité concernant cet aspect. Or, le premier acte commence par la phrase suivante: *amara bi-'aqdi-hi r-ra'īs al-aḡall wa-l-amīr al-aṭwal Abū Fulān li-l-faqīh ṣāhib al-aḥkām Fulān b. Fulān...*, c'est à dire qu'un certain émir avait nommé un *faqīh* pour prendre en charge la *ḥuṭṭat al-aḥkām*. En premier lieu, l'acte ne parle pas d'un *cadi*, comme responsable de cette désignation, en deuxième lieu, et à notre connaissance, aucune source arabe utilise le mot *amīr* pour désigner le *cadi*. La seule alternative qui nous reste c'est que le responsable de cette nomination fût un gouverneur. On ne sait pas si cet acte peut être considéré comme le reflet d'une possible réforme introduite par les Almoravides, ou seulement s'il s'agit d'un événement mineur qui n'a pas d'importance, et dont les sources ne disent rien sur ce sujet.

La même chose peut être constatée dans un autre acte de nomination<sup>(37)</sup> qui commence par la phrase suivante: *amara bi-'aqdi-hi r-ra'īs al-aḡall Abū Fulān...* Nous croyons qu'il s'agit d'un responsable de l'administration politique almoravide et non pas d'un *cadi*. C'est ainsi que nous pensons que la nomination du *ṣāhib al-aḥkām* dépendait du pouvoir politique et judiciaire. En revanche, il faut considérer le fait que l'étude de ces actes peut nous aider à éclaircir cette dépendance.

Nous pensons que les actes de nominations reflètent deux étapes différentes du point de vue politique et socio-économique.

---

(36) Voir H. Mu'nis, "Sab' waṭā'iq ḡadīda", *Revista del Instituto Egipcio de Estudios Islámicos*, II (1954), pp. 55-84, espec. pp. 77-78 et "Nuṣūṣ siyāsiyya 'an fatrat al-intiqāl min al-murābiṭīn ilā l-muwahḥidīn", *Revista del Instituto Egipcio de Estudios Islámicos*, III (1955), p. 137.

(37) Voir H. Mu'nis, "Nuṣūṣ siyāsiyya..." pp. 97-140.

### Actes de nominations du *ṣāḥib al-aḥkām*

Nous possédons divers actes de nominations de *ṣāḥib al-aḥkām*. Dans un de ces actes<sup>(38)</sup>, nous pensons que le responsable de cette charge fut nommé par le propre émir almoravide, 'Alī b. Yūsuf ibn Tāšufīn. En premier lieu, l'acte fut rédigé par le fameux secrétaire de l'État almoravide, al-Faṭḥ b. Ḥāqān, et, à notre connaissance, ce dernier n'a jamais été secrétaire des juges en al-Andalus. En deuxième lieu, les secrétaires avaient l'habitude de rédiger seulement des missives, actes et autres documents, qui provenaient de l'émir almoravide. La nomination du *ṣāḥib al-aḥkām*, bien qu'il s'agisse d'une hypothèse, peut indiquer une grande importance de la charge même. En revanche, dans d'autres actes de nomination, on peut observer des limites de ses attributions ainsi que sa dépendance du cadī.

Le première acte met en relief diverses questions:

1- L'acte montre que la charge du *ṣāḥib al-aḥkām* était très importante à l'époque almoravide, selon les conclusions qu'on peut tirer de la première phrase: acte d'investiture et nomination à une charge supérieure (*kitāb taqlīd wa-tawliya wa-tašyīd rutba 'aliyya*).

2- Le *ṣāḥib al-aḥkām* jouit d'une juridiction plus étendue, parce que dans l'acte apparaît la phrase suivante: "...pour mener à bien les lois dans telle ville et sa province" (*li-yanẓura fī aḥkām al-madīna bi-fulāna*<sup>(39)</sup> *wa-aqtāri-hā*). Cette information peut nous offrir aussi bien le champ que les limites administratives du *ṣāḥib al-aḥkām*.

3- L'acte met en relief les attributions du *ṣāḥib al-aḥkām*. La première conclusion qu'on peut obtenir c'est que le *ṣāḥib al-aḥkām* avait surtout des attributions de type social ainsi que moral. Remarquons ce que dit le responsable de cette nomination: lutter contre la délinquance, la corruption, etc.

4- L'acte insiste sur le principe de la *ṣūrā*. Il dit que le *ṣāḥib al-aḥkām* doit consulter les *fuqahā* dans toutes les choses qui lui semblent difficiles à résoudre, et demander une *fatwā* dans les cas liés au domaine de la loi islamique.

5- La phrase suivante attire notre attention: il faut s'éloigner de la corruption (*wa-l-yatanazzah 'an ar-ruṣā*). Cela peut nous donner une idée de l'administration judiciaire d'époque almoravide. À vrai dire, cette administration était touchée par un courant de corruption, qui présente un sujet très important qu'on va essayer d'analyser dans d'autres travaux. Il n'est pas étrange que l'acte parle de ce sujet,

(38) Voir H. Qārra, *op.cit.*, pp. 65-67.

(39) Ici l'auteur fait référence à la ville et son district.

parce qu'on sait déjà que quelques responsables de l'administration judiciaire à cette époque avaient pu s'enrichir grâce à leur travail comme juges<sup>(40)</sup>.

Un autre document<sup>(41)</sup> peut éclaircir la question des attributions du *ṣāhib al-aḥkāṁ*. Il est rédigé par le secrétaire de 'Alī b. Yūsuf b. Tāšufīn, Abū 'Abd Allāh b. Abī l-Ḥiṣāl<sup>(42)</sup> et il est adressé au *ṣāhib al-aḥkāṁ* de la part de l'émir almoravide. L'acte met en évidence les attributions de ce responsable de l'administration judiciaire, en soulignant le caractère éthique et moral de ces attributions. Il parle du problème de la délinquance, la prostitution, etc. Dans une missive<sup>(43)</sup> rédigée par Abū Marwān b. Abī l-Ḥiṣāl, frère d'Abū 'Abd Allāh b. Abī l-Ḥiṣāl, nous observons, en plus de sa nature éthique et morale, quelques informations sur des personnages qui exerçaient cette charge, et qui étaient incapables de mener à bien leur tâche. Nous pouvons nous demander si cette incapacité est due à la nature de ce *ṣāhib al-aḥkāṁ* (faible et corrompu) ou à la résistance sociale face à son activité.

Il est évident que le *ṣāhib al-aḥkāṁ* avait moins d'attributions et une juridiction moindre que celle du cadī; en plus il ne s'occupait pas des crimes. Cette conclusion est confirmée par un autre document d'une importance capitale. Il s'agit d'un acte de nomination d'un *ṣāhib al-aḥkāṁ* qui met en évidence les questions suivantes:

1-Cet acte insiste, comme dans les cas précédents, sur le rôle du *ṣāhib al-aḥkāṁ* et ses attributions qui ne dépassent pas le cadre général de leur nature éthique et morale. C'est pour cette raison que nous croyons que le grand nombre de responsables de cette charge était très lié à la corruption et à la faiblesse de la société andalousienne, spécialement à la fin de l'époque almoravide. L'acte explique les causes indispensables de la nomination de ce magistrat dans cette ville. Ce personnage fut nommé lorsque les bonnes coutumes disparurent de la société et qu'apparurent des gens corrompus et vendus, éloignant les musulmans du bon chemin (...*ḥīna uḥfiyat subul as-sayyāra, wa-ṣahara fī-hā ahl al-fisq, wa-d-da'āra, wa-ṣaddū l-muslimīn*....).

(40) Voir Ibn Rušd, *Masā'il*, éd. M. al-Ḥabīb at-Tiġkānī, Casablanca, 1992, II, cas no. 163, pp. 762-3.

(41) Voir H. Qārra, *op.cit.*, pp. 94-95.

(42) Ibn Bassām, *ad-Daḥīra*, II/1, p. 285; Ibn 'Abd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, éd. I. 'Abbās, Beyrouth, 1965, V/1, p. 47.

(43) H. Qārra, *op.cit.*, p. 95.

2-L'acte indique que le *ṣāḥib al-aḥkām* pouvait imposer des châtiments contre les corrompus (...*wa-aḥd fawqa aydī l-muḥsidīn li-yaqtaṣira n-nās fī ma 'āṣi-him āminīn wa-yamṣū fī manākib al-arḍ mutma'innīn*).

3-L'acte signale que le *ṣāḥib al-aḥkām* pouvait émettre des sentences (*iqāmat al-ḥudūd wa-infād al-aḥkām 'alā wāḡib ḥaqqi-hā*).

4-L'acte souligne que dans les cas de crimes, le *ṣāḥib al-aḥkām* n'intervient pas. Au contraire il doit les mettre à disposition d'un magistrat supérieur (le *cadi* ou le *ṣāḥib al-madīna*).

5-De nouveau l'acte insiste sur la question des qualités du *ṣāḥib al-aḥkām*. On remarque que le propre émir almoravide donne des conseils au *cadi* de Málaga, Abū Muḥammad al-Waḥīdī<sup>(44)</sup>: "Il faut nommer des personnes connues par leur religiosité, honnêteté, des personnes pieuses, qui se conforment avec le nécessaire pour vivre et qui ne s'abstiennent pas de recevoir une aide (*mutanazzih 'an al-'afāf*), et se gardent des personnes avides qui ne rassasient pas et de ceux qui vivent dans la précarité, parce que la cupidité est aveugle et sourde"<sup>(45)</sup>.

L'acte éclaire un des aspects auquel on a déjà fait référence. Il s'agit du fait que le *cadi* doit contrôler et surveiller les *ḥukkām*, leurs mouvements et s'il se rend compte qu'ils sont injustes, il doit les destituer immédiatement.

De cette façon, on remarque que les actes ainsi que les lettres ont le même ton et le même sujet. Par conséquent, elles furent écrites dans la même période, particulièrement à la fin de l'époque almoravide en al-Andalus. Nous pouvons constater que durant cette époque il y avait une augmentation du niveau d'instabilité sociale, et comme conséquence, un nombre élevé de délits. Ces phénomènes sociaux coïncident avec l'augmentation des nominations de *ṣāḥib al-aḥkām*. Nous pensons qu'il ne s'agit pas d'une simple coïncidence, mais qu'au contraire, on peut considérer cela comme un reflet des difficultés de la société et d'une tentative des autorités de mettre un point final aux phénomènes de corruption et délinquance.

Une simple comparaison entre ces documents et les deux actes présentés par H. Mu'nis peut nous conduire à quelques conclusions importantes. L'idée générale

(44) Ibn Baṣkuwāl, *Kitāb as-Sila*, 650; Ibn az-Zubayr, *Ṣilat as-ṣila*, éd. 'A.S. al-Harrās et S. A'rāb, Al-Muḥammadiyya, 1993, III, 160; al-Ḍabbī, *Buḡyat al-multamis fī ta'rīḥ riḡāl al-Andalus*, éd. Ibrāhīm al-Abyārī, Beyrouth, 1989, 905; al-Maqqarī, *Naḥḥ at-tīb*, III/391-392; Ibn Sa'īd, *al-Muḡrib*, 2, n° 306; al-Nubāhī, *al-Marqaba al-ūlyā*, éd. E. Lévi-Provençal, Le Caire, 1948, p. 104.

(45) H. Qārra, *op.cit.*, p. 26.

des premiers actes est que le discours est très modéré du point de vue littéraire; de plus, les responsables des nominations ne font aucune allusion aux phénomènes sociaux, qu'ils soient de type moral, ou éthique (la corruption, la prostitution, etc.). Le sujet est unique: il s'agit de simples actes de nominations. Par contre, le reste des documents souligne ces aspects de la société andalousienne, pour ne pas dire qu'ils furent en eux-même la cause de ces nominations. C'est pour cette raison que nous pensons que les deux premières actes doivent être considérés comme un reflet d'une période caractérisée par une certaine stabilité socio-politique et économique, car les *aṣḥāb al-aḥkām* en question ne furent nommés que pour exercer une fonction judiciaire, indépendamment de l'apparition des phénomènes sociaux soulignés plus haut. Par contre, la deuxième partie des actes fait référence à divers sujets liés à la corruption de la société andalousienne.

Les ouvrages de *fiqh* offrent diverses informations sur le *ṣāhib al-aḥkām* dans le champ de son travail durant l'époque almoravide. Par exemple dans les *Masā'il* d'Ibn Rušd on peut trouver quelques notices sur les attributions de ce magistrat. D'une part, nous avons un cas qui fait référence à l'intervention du *ṣāhib al-aḥkām* dans les conflits entre deux quartiers<sup>(46)</sup>. Dans un autre cas, on peut observer que le *ṣāhib al-aḥkām* intervient dans les cas du mariage<sup>(47)</sup>. Sans doute, c'est le propre *cadi* qui lui offre cette attribution et, bien sûr, il est le responsable de sa nomination. On peut en déduire que le rôle du *ṣāhib al-aḥkām*, dans ces cas, avait comme but de faciliter les tâches du *cadi* ainsi que de réduire ses responsabilités. En revanche, nous pensons que ces attributions devaient figurer dans l'acte de sa désignation; ou, dans le cas négatif, le *ṣāhib al-aḥkām* devait informer le *cadi* ou demander sa permission pour juger dans ces cas afin que ses *aḥkām* aient une validité juridique. Dans la même source andalousienne, on trouve un cas qui met en évidence les phrases suivantes: d'une part, il nous assure que la nomination du *ṣāhib al-aḥkām* dépendait aussi du *cadi*<sup>(48)</sup>; et d'autre part, il démontre les mesures qui doivent être considérée dans le cas d'un endroit où il manque un *ṣāhib al-aḥkām*, qui pourrait résoudre les cas qui se présentaient. Il s'agit d'une petite ville d'al-Andalus, Baza, qui manque aussi bien de *cadi* que de *ṣāhib al-aḥkām*. Nous observons que le *cadi*, le responsable chargé de ce cas, peut désigner quelqu'un de

---

(46) Voir Ibn Rušd, *Masā'il*, II, cas n° 22, pp. 171-172.

(47) *Ibidem*, II, cas 27, p. 172.

(48) *Masā'il*, II, cas n° 64, pp. 154-155; al-Wanṣarīsī, *al-Mi'yār al-mu'rib wa-l-ḡāmi' al-muḡrib 'an fatāwā Ifrīqiya wa-l-Andalus wa-l-Maḡrib*, éd. M. Ḥaḡḡī et autres, Rabat, 1983, X, p. 20.

confiance et qui soit de la même localité devant la présence de deux *ṣuhūd*, qui témoignent au cours cette désignation. Si ce dernier prend sa décision juridique, il doit l'envoyer avec le témoignage des *ṣuhūd*, et la validité de l'acte sera confirmée.

À travers ce cas, on peut déduire que la charge du *ṣāḥib al-aḥkām* était très liée au statut judiciaire du lieu. On constate que ce magistrat fut nommé pour s'occuper d'un cas présenté par le cadi. Par conséquent, on trouve que le *ṣāḥib al-aḥkām*, dans la majorité des cas, exerçait son travail avec une dépendance du cadi. Les tâches du *ṣāḥib al-aḥkām* dépendaient de l'acte de sa nomination, ce qui veut dire que ses attributions devaient toujours figurer dans cet acte. Au contraire, ce responsable doit informer le cadi de toutes les décisions prises par lui.

À l'époque almoravide, nous disposons de quelques cas, desquels on déduit que le *ṣāḥib al-aḥkām* pouvait être soumis à la volonté du *muḥtasib* ou *ṣāḥib al-ḥisba*. Aš-Ša'bī<sup>(49)</sup>, par exemple, informe qu'on a interrogé un *faqīh* pour savoir si le *muḥtasib* pouvait discuter avec les *ḥukkām* sur les sentences prises par ces derniers. La réponse fut affirmative, mais ce droit doit figurer dans l'acte de sa désignation. De plus, le *ṣāḥib al-aḥkām* pouvait exercer deux charges à la fois. Par exemple, on sait que Abū 'Abd Allāh Muḥammad b. 'Abd Allāh b. 'Alī b. Aḥmad as-Sa'dī<sup>(50)</sup> fut le *ṣāḥib al-aḥkām* et le *ḥaṭīb* du Alcalá; Abū l-Ḥasan 'Alī b. Yūsuf b. Ḥalaf b. Gālib al-'Abdarī, Ibn Abī Gālib<sup>(51)</sup> fut jurisconsulte et *ṣāḥib al-aḥkām* de Bairén; Abū l-Aṣbağ 'Abd al-'Azīz b. Muḥammad al-Yaḥṣubī<sup>(52)</sup> fut *ṣāḥib al-aḥkām* et *ṣāḥib al-ḥisba* de Murcie. D'autres cas informent de ce qu'un notaire pouvait avoir une ascension dans l'administration judiciaire et prenait en charge la responsabilité du *ṣāḥib al-aḥkām*. Il s'agit de Abū Muḥammad 'Abd al-Ḥaqq b. 'Alī b. Muḥammad b. 'Abd ar-Raḥmān b. Muḥammad b. 'Abd ar-Raḥmān b. Aḥmad b. Ma'bad al-Ġassānī, Ibn Marnīš<sup>(53)</sup>; Abū 'Abd Allāh Muḥammad b. Sa'īd<sup>(54)</sup> fut nommé pour s'occuper des *aḥkām* de Grenade par le cadi 'Abd al-

(49) Voir Aš-Ša'bī, *al-Aḥkām*, éd. aš-Šādaq al-Ḥalwī, Beyrouth, 1<sup>re</sup> édition, 1992, cas n° 244, pp. 177-178.

(50) Ibn 'Abd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, VI, éd. I. 'Abbās, Beyrouth, 1973, 767.

(51) Ibn al-Abbār, *at-Takmila*, éd. F. Codera, Madrid, 1887-89, 1855; Ibn 'Abd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, V/1, éd. I. 'Abbās, Beyrouth, 1965, 724.

(52) Ibn az-Zubayr, *Ṣilat aš-ṣila*, 437; al-Ḍabbī, 1099.

(53) Ibn az-Zubayr, *Ṣilat aš-ṣila*, 7.

(54) Ibn al-Abbār, *at-Takmila*, 1220; Ibn 'Abd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, VI, 623.

Mun'im b. Samağūn<sup>(55)</sup>; plus tard, il fut destitué et désigné comme cadi d'Almería. Aussi nous trouvons quelques responsables de cette charge qui s'occupaient des *aḥkām* de plusieurs localités, comme c'est le cas de Abū l-Qāsim 'Abd ar-Raḥmān b. Muḥammad b. 'Abd Allāh b. Mūsā al-Ġuhanī, al-Bayyāsī<sup>(56)</sup>, qui fut nommé pour prendre en charge les *aḥkām* de Cordoue après l'avoir exercé dans diverses localités (*taraddada fī aḥkām al-kuwar*). Parfois, les sources juridiques peuvent compléter les informations sur cette charge, spécialement lorsque les sources biographiques ne font aucune allusion à cette charge dans la biographie d'un personnage très connu, comme Abū Marwān b. Masarra al-Yaḥsubī<sup>(57)</sup>. C'est grâce à Ibn Rušd<sup>(58)</sup> qu'on a pu savoir que ce cadi occupait aussi la charge de *ṣāḥib al-aḥkām* à Alcaudete (province de Alcalá la Real).

Il faut attirer l'attention sur le fait que cette charge n'existait pas seulement dans des endroits écartés de la résidence du cadi, mais aussi dans la ville même. Ce phénomène apparaît surtout dans les villes très importantes d'al-Andalus à l'époque almoravide, comme Cordoue, Grenade, Murcie, etc.

À l'époque almoravide, la charge de *ṣāḥib al-aḥkām* s'était étendue d'une manière plus considérable qu'à l'époque des taifas car les sources arabes nous parlent du *ṣāḥib al-aḥkām* à Alcaudete, Alcalá, Almería, Almuñécar, Alpuente, Bairén, Belalcázar, Cordoue (2 à l'époque des taifas et 7 à l'époque almoravide, Denia, Gilena, Grenade (6 à l'époque almoravide), Guadix, Játiva, Liria, Málaga, Murcie, Séville, Valence, Saragosse. Nous pensons que cette prolifération des charges juridiques, non seulement de *ṣāḥib al-aḥkām*, mais aussi de cadi, etc., était liée à la politique générale almoravide, qui consistait particulièrement en un contrôle de tout l'empire pour garantir sa continuité aussi bien en al-Andalus qu'au Maghreb. Il faut considérer, d'autre part, le fait que les Almoravides créèrent la charge de *ṣāḥib al-aḥkām* dans certaines villes andalouses où cette charge était absente; c'est le cas de Alcaudete, Almuñécar, Alpuente, Bairén, Belalcázar, Gilena, Grenade, Játiva, Liria, Málaga, Murcie, Séville.

Si l'étude de l'administration judiciaire à l'époque almoravide montre que les cadis n'étaient pas toujours des andalousiens, certains montrent qu'ils venaient de

(55) Ibn al-Abbār, *at-Takmila*, 1916; Ibn az-Zubayr, (*ad-Dayl wa-t-takmila*, VIII, éd. M. Bencherifa, Rabat, 1984), p. 545.

(56) Ibn Baṣkuwāl, *aṣ-Ṣila*, 752.

(57) Ibn az-Zubayr, *Ṣilat aṣ-ṣila*, 404; Ibn Baṣkuwāl, *aṣ-Ṣila*, 778; Ibn al-Abbār, *al-Mu'ğam*, 233.

(58) *Fatāwā Ibn Rušd*, éd. al-Muḥtār b. az-Zāhir at-Talīlī, Beyrouth, 1987, II, p. 1097. Le même cas est mentionné par al-Wanṣārīsī. Voir *al-Mi'yar*, III, p. 388.

l'Afrique du Nord (*ʿidwa*), on ne peut pas dire la même chose quant à la charge de *ṣāḥib al-aḥkām*. D'une part, on constate que tous les magistrats qui occupaient cette charge en al-Andalus étaient des andalousiens<sup>(59)</sup>. D'autre part, les responsables de cette charge au Maghreb, de même que dans la Péninsule, étaient des andalousiens. Cette image peut confirmer la supériorité des andalousiens en matière de droit, surtout lorsqu'on remarque que le Maghreb n'avait pas coutume d'avoir ce type de charge. À cet égard, il ne faut pas oublier que le juge maghrébin était, dans diverses occasions, obligé de consulter les juges andalousiens lorsque se présentait devant lui des cas difficiles à résoudre, spécialement les cas qui concernaient les *ahl al-dimma*, car ces derniers avaient la coutume et l'expérience nécessaire pour faire face à ce genre de cas, en égard à la conjoncture sociale aussi bien qu'ethnique de la péninsule Ibérique. Nous croyons que la charge de *ṣāḥib al-aḥkām* fut introduite par les Almoravides sous l'influence d'al-Andalus.

Les sources bio-bibliographiques offrent les noms des andalousiens qui occupaient cette charge au Maghreb: Abū l-ʿAbbās, Aḥmad b. ʿAbd al-Raḥmān b. Muḥammad b. ʿAbd al-Raḥmān b. Muḥammad, Ibn aṣ-Ṣaqr al-Anṣārī al-Ḥazraġī<sup>(60)</sup>, de Grenade, occupait la charge de *ṣāḥib al-aḥkām* à Marrakech; Abū Ġaʿfar, Muḥammad b. Ḥakam b. Aḥmad b. Muḥammad b. Bāq b. al-Ġudāmī, Ibn Bāq<sup>(61)</sup> exerçait la charge à Fès, il était aussi *muftī* à Saragosse; Abū ʿAbd Allāh et Abū Bakr, Muḥammad b. al-Ḥusayn b. Abī Baqāʾ b. Fāḥir b. al-Ḥusayn al-Umawī<sup>(62)</sup>, était de Onda et occupait la charge à Tlemecen.

De toutes façons, le *ṣāḥib al-aḥkām* était une des charges qu'on peut considérer comme un reflet de la complexité des relations qui existaient entre les membres de l'administration judiciaire à l'époque en question.

Nous arrivons, donc, aux conclusions suivantes: en premier lieu, nous croyons que la nomination de *ṣāḥib al-aḥkām* à l'époque almoravide dépendait non seulement du cadi, mais aussi des autorités politiques, et ses tâches ainsi que ses compétences dépendaient totalement du premier. En second lieu, il semble que

---

(59) On a une liste de 37 personnages qui occupèrent cette charge à l'époque almoravide.

(60) Ibn ʿAbd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, éd. M. Bencherifa, Beyrouth, [s. a.], I/292; Ibn Farḥūn, *ad-Dībāġ al-muġhab*, I/211-217; Ibn al-Abbār, *at-Takmila*, 20;

(61) Ibn ʿAbd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, VI, 480; Ibn al-Abbār, *at-Takmila*, 1261; Ibn al-Qāḍī, *Ġadwat al-Iqtibās*, 261; pp. 255-256.

(62) Ibn al-Abbār, *at-Takmila*, 1250; Ibn ʿAbd al-Malik, *ad-Dayl wa-t-takmila*, VI, 454.

l'abondance de responsables de cette charge, vu les actes analysés, apparut particulièrement à la fin de l'époque almoravide en al-Andalus, qui se caractérisait par la faiblesse dans bien des aspects de la vie andalousienne. Cette faiblesse était la cause directe d'une instabilité sociale. En face de cette nouvelle situation, les tâches du cadi augmentaient de façon que la création et la prolifération du poste de *ṣāhib al-aḥkām* étaient obligatoire pour mieux contrôler la situation. Suivant les actes de nominations on remarque qu'il y avait un certain changement quant aux attributions du *ṣāhib al-aḥkām*. Les premiers sont de simples actes de nominations, tandis que les deuxièmes sont des désignations pour permettre aux responsables de lutter contre des phénomènes sociaux bien déterminés. En troisième lieu, on remarque que la charge de *ṣāhib al-aḥkām* était monopolisée par les andalousiens aussi bien en al-Andalus qu'au Maghreb.